

Attentats meurtriers en série à Bujumbura

La Libre Afrique, le 21 septembre 2021. Quatre explosions ont fait au moins trois morts et une quarantaine de blessés lundi soir à Bujumbura. L'une au marché de Jabana, près du coin des poissonniers; deux au parking de bus de l'ancien marché central, des grenades ayant été jetées dans des bus pleins; une autre, enfin, près du monument au Soldat Inconnu, où une grenade a été lancée dans un bus plein. Elles ont provoqué des scènes de panique.

Ces attentats surviennent au lendemain d'un autre à Gitega, la nouvelle capitale, où une grenade lancée dans un bar, dimanche soir, a fait deux morts et 25 blessés. Une première depuis 2011. Samedi soir, une attaque au mortier avait été visée à l'aéroport international de Bujumbura, n'en ayant fait pratiquement aucun dégât. C'est de cet aéroport que partent pour les Etats-Unis, le lendemain dimanche, le président Evariste Ndayishimiye, en route pour l'Assemblée générale de l'Onu. C'est la première fois depuis 2011 que le chef de l'Etat burundais se rend à l'Assemblée de l'Onu. Depuis le coup d'Etat raté de 2015 pendant lequel il assistait à une réunion de l'Union africaine, feu le président Nkurunziza avait évité de quitter le pays. L'attaque contre l'aéroport a été revendiquée par le groupe armé Red-Tabara. Les autres ne l'ont pas été et n'ont suscité aucun commentaire de la part des autorités. Signe de la malaise, estiment certains observateurs à Bujumbura, capitale économique du pays. La mafia des généraux, bouillonnante, au Burundi, voit en effet dans cette suite d'attentats un avertissement ou une menace contre l'Etat, qui a récemment bousculé ce qu'on appelle au Burundi la mafia des généraux, avec lesquels il y a de nombreux généraux issus des rangs de l'ex-général CNDD-FDD, au pouvoir depuis 2005, se sont considérablement enrichis en s'appropriant des pans de l'économie burundaise au détriment de la concurrence, trop effrayée pour rivaliser avec eux. L'un a ainsi acquis à vil prix, par la menace, une flotte de camions qui inonde aujourd'hui le Burundi et pousse jusque dans les pays voisins. Un autre a mis la main sur les médicaments. Un troisième monopolise l'importation et la production locale d'engrais et est partenaire d'une société indienne chargée de fabriquer les passeports, permis de conduire, certificats etc. du Burundi. D'autres ont des mines d'or. Or, le président Ndayishimiye a dernièrement suspendu la société indienne et fermé les mines pour rediscuter les contrats. Selon certains observateurs, son départ pour New-York aurait été mis à profit pour lui montrer qu'il ne tient pas le pays et qu'il ne peut se passer de ses collègues généraux affairistes. Le pays s'enfonçe. Ces événements surviennent alors que la situation économique et financière du pays est encore détériorée cette dernière année, accroissant la misère des classes les plus pauvres de la société. Alors que le Burundi importe un grand nombre de biens de consommation, le cours du franc burundais au marché noir est presque le double du taux officiel: 4000 FBu pour un euro, au lieu de 2328 au taux officiel; 3550 FBu pour un dollar, au lieu de 1972 au taux officiel. Plusieurs entreprises publiques sont au bord de la faillite: l'Onatel (télécoms), la Râgideso (distribution d'eau et d'électricité), la Sosumo (production de sucre raffiné). Ces faillites s'expliquent par la mauvaise gestion des mandataires publics, trop nombreux à être parachutés dans des postes publics, hors de leurs compétences, pour la seule raison qu'ils sont les protégés d'un ponton; par le manque de contrôle de leurs agissements par le ministre de tutelle et les services d'inspection; par le fait que l'exécutif traite trop souvent les entreprises publiques comme des vaches à lait. Signe de leur incompétence en la matière, le Premier ministre, le général (de police) Guillaume Bunyoni, et le chef de l'Etat, le général Evariste Ndayishimiye, ont tous les deux, ces dernières semaines, affirmé que la faillite de l'Onatel était attribuable à son personnel (non payé depuis cinq mois). Le Président est même jusqu'à menacer de «jeter en prison» ce personnel, en particulier les syndicalistes, «s'ils ne nous montrent pas notre argent», soit les fonds publics investis dans la société. Par Marie-France Cros.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});